

Le PAM en Afrique

2010 Faits et chiffres

Le PAM en Afrique 2010 Faits et chiffres



L'Afrique est au cœur des opérations du Programme alimentaire mondial.

Le PAM aide les gouvernements et les communautés du continent africain à mettre en place de vastes programmes nationaux visant à remédier au problème de la faim. Plus de la moitié de ses dépenses d'assistance vont à l'Afrique, ce qui a représenté en 2010 plus de 2,3 milliards de dollars É.-U. sur un total de 4 milliards de dollars. Le Programme est le plus gros acheteur au monde de produits alimentaires destinés à des opérations humanitaires, et le principal acheteur en Afrique de vivres destinés à l'assistance alimentaire.

De nombreux Africains continuent d'éprouver des difficultés considérables pour se nourrir et pour nourrir leur famille. Selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), les prix élevés des produits alimentaires et des carburants conjugués à la crise économique mondiale ont porté en 2010 à 925 millions le nombre de personnes souffrant de la faim dans le monde, dont quelque 239 millions vivaient en Afrique subsaharienne.

Le PAM s'associe aux gouvernements pour faire de l'assistance alimentaire non seulement un moyen d'intervention face à des crises humanitaires, mais aussi un investissement productif contribuant à enrayer à son origine le cycle de la faim. Les interventions du PAM visent à répondre aux besoins de ceux qui ont faim, à améliorer le fonctionnement des marchés locaux, à soutenir la productivité des petits agriculteurs et à renforcer les capacités nationales. En ayant recours à de nombreuses formes d'assistance humanitaire pour combattre la faim et promouvoir la croissance et le développement, le PAM se place à l'avant-garde de l'innovation dans le domaine humanitaire. De plus en plus, la tendance consiste à soutenir les stratégies élaborées par les pays eux-mêmes pour améliorer la sécurité alimentaire. La Commission de l'Union africaine s'emploie ainsi, dans le cadre de l'Agence de planification et de coordination et du

Programme intégré pour le développement de l'agriculture en Afrique du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), à encourager les pays d'Afrique à investir dans de larges programmes d'adaptation et de sécurité alimentaire. Le PAM travaille en étroite collaboration avec la Commission de l'Union africaine et l'Agence de planification et de coordination du NEPAD pour appuyer la mise en œuvre du Programme intégré aux échelons régional et national.

Présence en Afrique: le PAM œuvre dans une quarantaine de pays du continent où, en 2010, il a aidé près de 46 millions de personnes à survivre à des crises alimentaires, à reconstruire leur communauté après une catastrophe, à parvenir à la sécurité alimentaire et à accéder à l'éducation. Il dispose d'outils éprouvés, allant de différentes formes d'assistance alimentaire à des programmes de transferts monétaires pour combattre la faim dans différents contextes, et s'attache notamment à améliorer l'état nutritionnel des populations vulnérables. Le PAM conçoit en outre des approches novatrices, telles que l'initiative "Achats au service du progrès", qui rapproche les petits exploitants (qui sont fréquemment des femmes) des marchés et stimule la production. Des projets pilotes de ce type sont déjà exécutés dans 15 pays d'Afrique.

Bénéficiaires

PRÈS DE LA MOITIÉ DES 109 MILLIONS DE PERSONNES SECOURUES PAR LE PAM EN 2010 VIVAIENT EN AFRIQUE.

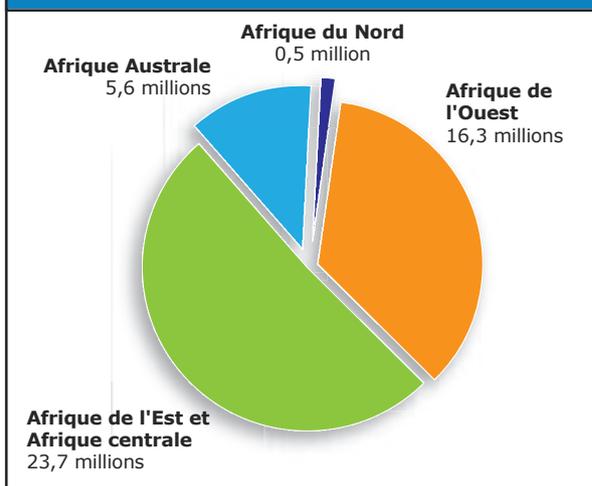
Ces bénéficiaires relevaient des catégories suivantes:

- petits exploitants agricoles;
- réfugiés, rapatriés et personnes déplacées;
- enfants fréquentant des établissements scolaires et préscolaires;
- femmes et enfants atteints de malnutrition nécessitant une alimentation thérapeutique;
- enfants, femmes enceintes et mères allaitantes exposés au risque de malnutrition;
- communautés ayant besoin d'une infrastructure socioéconomique et de services de formation;
- familles touchées par le VIH et le sida.

En 2010, les femmes et les filles ont représenté 52 pour cent des bénéficiaires de l'assistance du PAM en Afrique.

L'initiative "Achats au service du progrès" appuie quelque 830 organisations africaines d'agriculteurs représentant plus de 820 000 petits exploitants (dont près d'un tiers sont des femmes).

Par région, les bénéficiaires de l'assistance apportée par le PAM à l'Afrique en 2010 se répartissaient comme suit:



Nombre de réfugiés, de personnes déplacées et de rapatriés secourus par le PAM en Afrique (2004–2010)

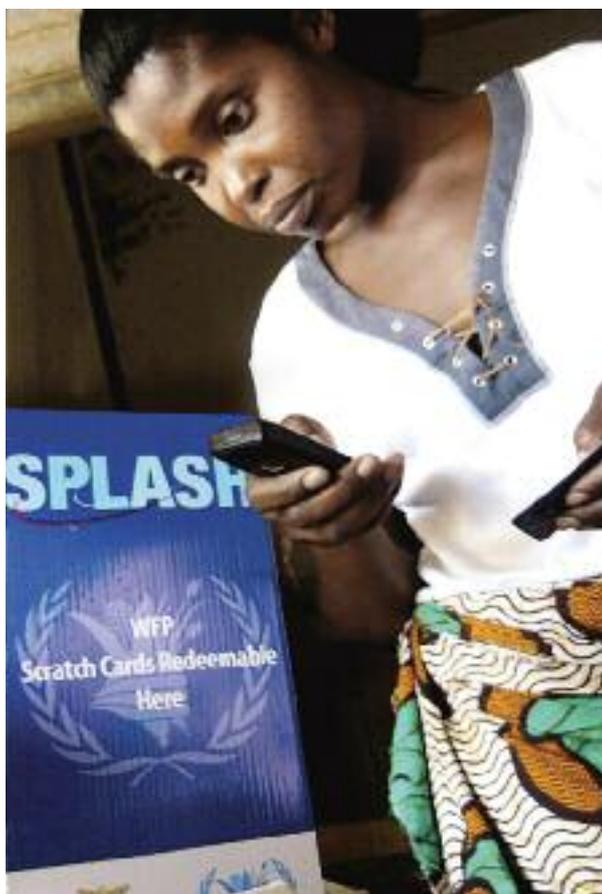
	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Réfugiés	2,1	1,9	1,8	1,7	1,6	1,7	1,5
Personnes déplacées	5,8	5,1	4,6	6,3	6,1	8,7	1,2
Rapatriés	0,8	1	1	0,9	0,7	0,4	0,7

(en millions)

Programmes

Le PAM a prolongé jusqu'en 2013 son Plan stratégique pour 2008-2011. Ce plan définit un cadre général pour les interventions et structure le recentrage du PAM qui, d'organisme d'aide alimentaire, se transforme en organisme d'assistance alimentaire dans le but de réduire la dépendance et d'appuyer l'action menée par les gouvernements et la communauté internationale pour mettre en place des solutions durables au fléau de la faim.

Opérations d'urgence: sauver des vies et protéger les moyens de subsistance des populations les plus exposées à la malnutrition. Les situations d'urgence sont généralement provoquées par des catastrophes



d'origine naturelle (inondations, sécheresse ou tsunamis) ou humaine (guerres, conflits ou effondrement de l'économie). Elles appellent des interventions rapides qui doivent être à la fois efficaces, coordonnées et efficaces. Parallèlement à la fourniture d'une assistance alimentaire, le PAM a été chargé, dans le cadre du système d'action groupée des Nations Unies, de diriger et de coordonner pendant les crises les

services de logistique et de télécommunications d'urgence pour l'ensemble de la communauté humanitaire.

Redressement: programmes visant à aider les communautés à prévenir la faim aiguë, à recouvrer leurs moyens de subsistance, à renforcer leur résilience en cas de catastrophe et à retrouver autonomie et dignité. Les activités de redressement à la suite de catastrophes sont souvent menées parallèlement à l'assistance humanitaire. Il s'agit de programmes à assise communautaire axés sur les domaines prioritaires définis par les communautés elles-mêmes: les filets de sécurité que sont les activités Vivres contre travail et Vivres pour la formation contribuent au rétablissement des ressources et des compétences. Aider à reconstruire des vies et des moyens de subsistance à la suite d'un conflit ou d'une catastrophe ou en période de transition implique de fournir une assistance alimentaire aux personnes déplacées et aux soldats démobilisés.

Développement: programmes visant à réduire durablement la faim et la dénutrition chroniques en Afrique en investissant dans le capital humain, surtout les femmes et les enfants, et en consolidant les progrès accomplis sur la voie de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Lorsque les communautés marginalisées parviennent à surmonter la faim, elles peuvent commencer à participer au développement économique et social de leur pays. Les derniers travaux de recherche scientifique montrent qu'un enfant souffrant de malnutrition pendant les deux premières années de sa vie peut en garder des séquelles intellectuelles et physiques irréversibles. Le PAM s'efforce de rendre ses interventions nutritionnelles aussi efficaces que possible en fournissant des aliments adéquats en temps voulu.

La mise en place de partenariats avec les gouvernements, d'autres organismes des Nations Unies, des institutions régionales comme la Commission de l'Union africaine, le NEPAD, les communautés économiques régionales, les organisations non gouvernementales (ONG) et le secteur privé est un volet essentiel du Plan stratégique du PAM.

Des fourneaux plus sûrs (initiative SAFE)

En Afrique, l'initiative connue sous son acronyme anglais **SAFE** (Safe Access to Firewood and alternative Energy in Humanitarian Settings), réalisée dans le nord du Darfour (Soudan), dans le Karamoja (Ouganda), et devant être étendue à l'Éthiopie, au Kenya, à la République démocratique du Congo et au Tchad, a pour but de diminuer le risque que courent les femmes d'être victimes d'actes de violence lorsqu'elles s'éloignent de leur village en quête de bois de feu, ainsi que de protéger l'environnement en réduisant le nombre d'arbres qui sont abattus aux fins d'obtenir le bois nécessaire à la cuisson. Elle aide également à créer de nouveaux moyens de subsistance afin de réduire le nombre de personnes qui gagnent leur vie en rassemblant et en vendant du bois de feu.

Dans le **nord du Darfour**, où l'érosion des ressources naturelles est particulièrement inquiétante et où le risque d'attaques violentes est le plus sérieux, le PAM a mis sur pied une opération de fabrication de briquettes combustibles à laquelle participent des centaines de ménages, qui ramassent et trient les déchets devant servir de matière première. La fabrication

de fourneaux d'argile est appuyée par des activités Vivres contre travail, touchant l'horticulture ou la plantation d'arbres. Jusqu'à présent, 43 000 femmes ont été formées à la fabrication de fourneaux économes en combustible.

Dans le **Karamoja**, la possibilité de faire la cuisine plus rapidement grâce à ces nouveaux fourneaux à bon rendement énergétique a permis aux femmes d'entreprendre d'autres activités. Parce qu'elles passent moins de temps à rassembler du bois de feu, elles sont en outre moins exposées à la violence.

Au **Kenya**, le PAM prévoit de mettre de tels fourneaux à la disposition de 75 000 femmes qui vivent dans les camps de réfugiés de Kakuma et de Dadaab, où elles risquent d'être attaquées lorsqu'elles vont chercher du bois et où l'augmentation du nombre de réfugiés, surtout à Dadaab, aggrave de plus en plus la menace qui pèse sur l'environnement déjà fragile. En 2010, le PAM a distribué 98 fourneaux économes en combustible aux écoles bénéficiant de son assistance dans le cadre du programme de repas scolaires.



Outils de lutte contre la faim

OUTILS OPÉRATIONNELS — LOGISTIQUE

Quand survient une situation d'urgence, le PAM fait en sorte de réagir en quelques heures en acheminant par voie terrestre, maritime ou aérienne les vivres et les secours vitaux qui font cruellement défaut. La logistique est donc le pivot des opérations du PAM.

En 2010, le Programme a distribué 4,25 millions de tonnes de produits alimentaires à 109 millions de personnes dans plus de 70 pays. Deux millions de tonnes de vivres ont transité par 20 ports africains.

Au Niger, face à la dégradation de la sécurité alimentaire et de la situation nutritionnelle, le PAM a élargi ses opérations afin de distribuer des vivres aux millions de personnes touchées par la sécheresse entre août et décembre 2010. Ainsi, pour faire face aux besoins accrus, il a fallu au PAM transporter chaque mois, en moyenne, non plus 3 000 tonnes mais 40 000 tonnes de secours alimentaires. En outre, il a acheté dans la région plus de 40 pour cent du total des produits alimentaires requis et a mobilisé dans d'autres pays de la région les moyens de transport routier nécessaires.

En sa qualité d'organisme chef de file du module de la logistique, le PAM a coordonné les services logistiques et, en cas de besoin, les services communs destinés aux opérations d'urgence menées en Côte d'Ivoire, en Somalie, en République démocratique du Congo, au Niger et au Bénin: moyens d'entreposage, suivi et manutention des produits, transport routier et facilitation des services aériens utilisés par l'ensemble des organismes humanitaires.

L'Entrepôt de fournitures humanitaires des Nations Unies d'Accra, au Ghana, a joué à cet égard un rôle de premier plan dans les interventions d'urgence mises sur pied pour fournir des secours au Niger et au Bénin ainsi que dans d'autres régions du continent africain.

En Afrique, le PAM ne se contente pas de fournir une assistance alimentaire, et ses activités logistiques ont des effets bénéfiques durables sur l'économie en générant des possibilités d'emploi

et de création de revenus. Pour la seule année 2010, le Programme a versé environ 536 millions de dollars à des entreprises locales de transport routier et à des compagnies aériennes établies en Afrique.

Le PAM a remis en état les infrastructures de transport de plusieurs pays d'Afrique et a en outre dispensé des formations et offert des possibilités de renforcement des capacités dans plusieurs secteurs importants. Dans plusieurs pays, dont la République démocratique du Congo, la Somalie et le Soudan, les activités de remise en état des infrastructures ont été cruciales pour faciliter l'acheminement des secours humanitaires jusqu'aux populations démunies. Au Sud-Soudan, le PAM, en association avec le Gouvernement, a remis en état 2 732 kilomètres de routes. Un réseau routier en meilleur état contribue à réduire le coût du transport des produits alimentaires et aide les producteurs locaux à avoir plus facilement accès aux marchés. En 2010, de telles opérations spéciales ont représenté plus de 50 millions de dollars d'investissement en Afrique. Les investissements dans l'infrastructure, outre qu'ils développent, accélèrent et améliorent les transports, offrent d'importantes possibilités de formation et de renforcement des capacités et stimulent l'activité économique.

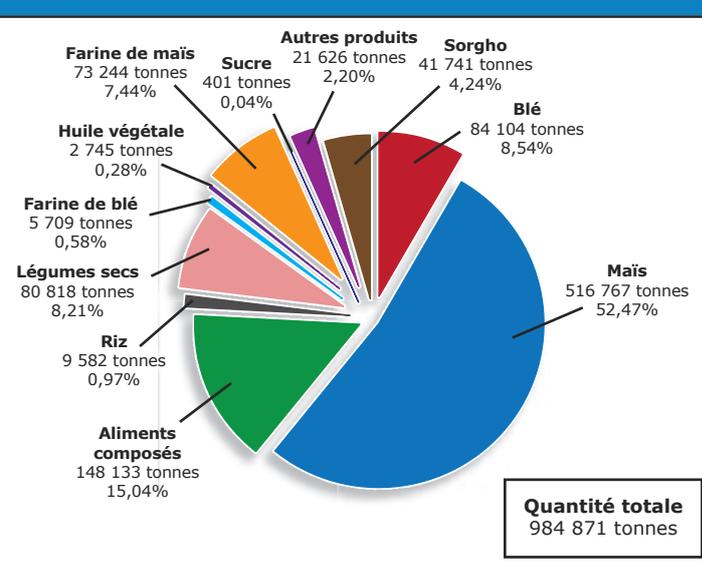
Le PAM a renforcé en 2010 sa préparation aux situations d'urgence sur le plan logistique. Ainsi, en prévision du référendum au Sud-Soudan, ses services logistiques ont entrepris des activités de préparation à une situation d'urgence au Soudan et dans tous les pays voisins, prépositionnant des vivres et élaborant des plans d'intervention en cas de crise.

Le PAM a continué d'assurer la gestion et l'exploitation du Service aérien d'aide humanitaire des Nations Unies pour l'ensemble de la communauté humanitaire. Ce dispositif a permis de transporter plus de 350 000 passagers et plus de 14 000 tonnes de fret humanitaire pour des centaines d'organismes locaux et internationaux fournissant des services humanitaires dans 12 pays d'Afrique.

La force des achats

Le PAM est l'organisme d'assistance humanitaire qui achète le plus de produits alimentaires en Afrique. Entre 2003 et 2010, ces achats ont permis d'injecter plus de 2,0 milliards de dollars dans l'économie locale africaine et ainsi de favoriser la production agricole en facilitant l'accès des producteurs locaux aux marchés. Bien qu'en 2010 le Programme ait effectué la majorité de ses achats de vivres en Asie, entre 2005 et 2008, il s'était majoritairement approvisionné en Afrique. Sur ce continent, l'Éthiopie est arrivée en tête en termes de valeur des achats en 2010. L'Afrique du Sud et l'Ouganda figuraient également parmi les 15 principaux pays fournisseurs du PAM.

Produits alimentaires achetés par le PAM en Afrique en 2010



Produits alimentaires achetés par le PAM en 2010: 15 principaux pays fournisseurs Par ordre de valeur

Pays	Valeur (dollars)	%
Pakistan	214 355 554	17,15
Éthiopie	88 415 761	7,07
Afrique du Sud	65 738 483	5,26
Ukraine	63 644 410	5,09
Indonésie	60 234 906	4,82
Fédération de Russie	56 378 270	4,51
France	54 869 896	4,39
Belgique	51 272 399	4,10
Turquie	40 492 312	3,24
Italie	34 385 805	2,75
Ouganda	33 445 419	2,68
Territoire palestinien occupé	30 855 695	2,47
Inde	29 488 379	2,36
Malaisie	23 454 335	1,88
Canada	22 077 465	1,77
Total	869 109 087	69,53

Où le PAM s'est-il approvisionné en 2010?



Achats de produits alimentaires par communauté économique régionale en 2010

Union du Maghreb arabe (UMA)	5 677 301	Communauté économique des États d'Afrique centrale (ECCAS)	4 622 956
Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA)	136 360 843	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (ECOWAS)	45 160 884
Communauté des États Sahélo-Sahariens (CEN-SAD)	47 631 906	Autorité intergouvernementale sur le développement	143 692 300
Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC)	69 533 025	Autorité intergouvernementale de l'Afrique australe (SADC)	120 790 896
(en millions de dollars)			
Note: Plusieurs pays sont membres de plus d'une CER.			

Produits alimentaires achetés par le PAM en Afrique (2008 – 2010)

PAYS	2008		2009		2010	
	Quantité (tonnes)	Valeur (dollars)	Quantité (tonnes)	Valeur (dollars)	Quantité (tonnes)	Valeur (dollars)
Algérie	1 973	2 309 226	2 496	1 201 166	8 642	3 855 233
Afrique du Sud	472 492	163 713 077	210 295	60 796 438	207 853	65 738 483
Bénin	3 543	1 733 617	4 627	2 174 608	28 692	11 224 166
Botswana			15	4 136		
Burkina Faso	12 381	4 271 550	16 736	6 575 163	20 989	8 690 652
Burundi	2 615	1 275 709	811	370 290		
Cameroun	8 861	4 156 115	4 525	2 115 577	7 736	3 802 561
Cap-Vert	78	129 095	6	911		
République centrafricaine					1 220	820 395
Côte d'Ivoire	126	97 797	223	155 397	787	372 136
Djibouti			3 400	1 751 000		
Égypte	6 451	6 381 456	8 741	6 413 471	7 401	4 518 743
Éthiopie	49 209	30 212 540	73 591	40 431 278	252 076	88 415 761
Gambie	57	11 371	67	8 233	113	14 733
Ghana	10 828	7 093 493	4 950	2 691 441	12 701	5 065 934
Kenya	57 538	29 595 282	27 126	10 770 600	75 864	20 141 628
Lesotho	11 808	3 800 474	4 963	1 397 338	11 100	2 535 263
Libéria			236	157 968	800	504 000
Madagascar			490	173 301	2 951	1 324 560
Malawi	30 597	15 334 167	19 633	8 574 055	40 639	15 911 703
Mali	5 177	1 839 935	5 126	1 763 119	16 118	6 690 216
Maroc	79	115 579			1 370	1 822 068
Mozambique	35 407	14 149 827	16 429	5 819 024	20 642	7 591 434
Namibie	4 685	1 113 526	3 077	385 546	2 648	671 568
Niger	1 046	560 192	474	267 412	7 362	3 829 511
Nigeria					20 000	6 020 000
Ouganda	109 689	53 006 581	117 195	49 778 310	126 896	33 445 419
République du Congo					72	27 894
République démocratique du Congo	7 824	4 561 315	6 404	3 529 970	15 044	7 240 448
République-Unie de Tanzanie	22 413	9 652 995	17 783	5 907 167	33 923	11 586 993
Rwanda	23 875	13 213 079	9 524	4 727 261	11 124	4 358 985
Sénégal	3 631	1 259 855	1 909	782 118	1 884	442 136
Sierra Leone			1 232	677 253	765	436 606
Somalie	761	485 265				
Soudan	104 876	42 723 736	9 668	2 650 819	12 983	1 689 492
Togo	200	74 850			5 357	1 869 794
Zambie	29 846	10 571 215	14 404	5 083 604	21 781	6 262 649
Zimbabwe	6 191	3 666 314	4 067	1 310 904	7 337	1 927 795
Total	1 024 255	427 109 233	590 233	228 444 879	984 871	328 848 956

NB: Ces données, qui sont extraites des rapports annuels sur les achats de produits alimentaires, représentent les quantités achetées et les valeurs correspondantes; elles comprennent toutes les conditions de livraison, ce dont il convient de tenir compte ou moment d'analyser les montants des marchés.

Achats au service du progrès

DE QUOI S'AGIT-IL?

Le programme pilote "Achats au service du progrès" utilise le pouvoir d'achat du PAM de façon novatrice pour aider les petits producteurs à accéder rentablement aux marchés. Lorsque le PAM achète des céréales pour ses programmes d'assistance alimentaire, par exemple, il essaie de plus en plus de s'approvisionner auprès de petits agriculteurs. Il aide à renforcer les capacités dans des domaines tels que les techniques de production, l'entreposage, la manutention après la récolte, les normes de qualité et la gestion des opérations.

Réalisée en partenariat avec des gouvernements, différentes organisations internationales et des ONG, l'initiative "Achats au service du progrès" encourage les petits exploitants agricoles dans 21 pays pilotes¹ (dont 15 en Afrique) à investir dans leur production en leur offrant la possibilité de vendre à un acheteur fiable et de recevoir pour leurs récoltes un juste prix. Grâce à l'accroissement de leurs revenus, les petits exploitants peuvent développer leur activité, avoir accès aux services de santé, envoyer leurs enfants à l'école et investir dans leur avenir. Le but de cette initiative, qui doit être menée sur une période expérimentale de cinq ans, est de mettre au point des modèles dont les gouvernements et les autres acheteurs pourront s'inspirer pour renforcer durablement les capacités des agriculteurs.

LES ACHATS AU SERVICE DU PROGRÈS EN AFRIQUE

À la fin de 2010, le PAM avait acheté près de **130 000 tonnes de produits alimentaires** dans le cadre de l'initiative dans 15 pays d'Afrique,² le maïs et la farine de maïs arrivant en tête (80 pour cent des achats), suivis de différents types de haricots et de pois et du sorgho, du mil et du riz. Environ un tiers des produits ont été achetés directement à des organisations d'agriculteurs, et 59 pour cent l'ont été à la suite d'appels à la concurrence favorables aux petits exploitants et par l'entremise des circuits commerciaux existants. De petites quantités de produits ont également été achetées au moyen de contrats à terme, principalement dans des pays d'Afrique de l'Ouest, ainsi qu'à des entreprises privées de transformation des produits alimentaires.

En achetant localement dans le cadre de l'initiative les aliments dont il avait besoin, le PAM a déboursé environ 23 millions de dollars de moins que s'il avait dû importer les mêmes produits, et les petits agriculteurs ont directement touché quelque 37 millions de dollars de plus.

Le programme "Achats au service du progrès" travaille avec quelque 830 organisations africaines d'agriculteurs représentant plus de **820 000 petits exploitants** (dont un tiers environ sont des femmes), allant d'organisations communautaires à des confédérations syndicales et des associations nationales de producteurs.

Valeur des produits alimentaires achetés par le PAM en Afrique dans le cadre de l'initiative "Achats au service du progrès"
37 millions de dollars

Montant des économies pour le PAM
23 millions de dollars

Ce que les mêmes produits auraient coûté au PAM s'ils avaient dû être importés
60 millions de dollars

¹ Les 21 pays pilotes sont l'Afghanistan, le Burkina Faso, El Salvador, l'Éthiopie, le Ghana, le Guatemala, le Honduras, le Kenya, le Libéria, le Malawi, le Mali, le Mozambique, le Nicaragua, l'Ouganda, la République démocratique du Congo, la République démocratique populaire lao, la République-Unie de Tanzanie, le Rwanda, la Sierra Leone, le Soudan et la Zambie.

² En 2010, le PAM a acheté des produits alimentaires dans les 15 pays pilotes d'Afrique soit directement auprès d'organisations d'agriculteurs, soit par le biais de nouveaux circuits commerciaux comme les systèmes de récépissés d'entrepôt et les bourses de produits, de petits et moyens négociants et de nouvelles entreprises locales de transformation des produits alimentaires.



Sur le terrain, des liens ont été établis avec **une large gamme de partenaires**, comme des gouvernements, des organisations internationales et régionales, des organismes des Nations Unies tels que la FAO ou le Fonds international de développement agricole, l'Alliance pour une révolution verte en Afrique, des ONG internationales et locales, des institutions financières, des instituts de recherche et des entités du secteur privé.

Le PAM et ses partenaires ont dispensé à plus de 22 000 petits exploitants, petits et moyens négociants et exploitants d'entrepôts (dont 43 pour cent de femmes) **une formation** dans différents domaines, comme la production agricole, les normes de qualité, la manutention après la récolte, la passation de marchés avec le PAM ou la commercialisation ou la vente groupées.

OBJECTIF: RENFORCER LES CAPACITÉS

Les capacités des organisations d'agriculteurs varient fortement d'un pays à l'autre, et un appui est souvent nécessaire tout au long de la chaîne de valeur: l'insuffisance des compétences en matière de gestion des opérations et le manque d'expérience du traitement et de la commercialisation de la production constituent d'importantes entraves, qui sont prises en compte dans le cadre du programme "Achats au service du progrès"

Qualité des produits alimentaires: la pénurie d'installations de stockage et de matériel de manutention après la récolte, qui entraîne des taux de perte élevés, est une autre des grandes difficultés rencontrées par les organisations d'agriculteurs de nombreux pays d'Afrique bénéficiaires du programme "Achats au service du progrès", lequel aide les agriculteurs à comprendre l'importance que revêt la qualité des produits alimentaires et leur apprend à atteindre et à maintenir les normes appropriées.

Accès aux services financiers: les organisations d'agriculteurs ont beaucoup de mal à accéder au crédit et aux autres services financiers, ce qui limite leur capacité d'acheter des semences de qualité et des engrais ainsi que de réunir la production de leurs membres. Le programme "Achats au service du progrès" s'attache donc, en collaboration avec les partenaires, à faciliter l'accès des petits exploitants aux services financiers.

Amélioration de la productivité: les partenaires appartenant au secteur de l'offre s'emploient avec les organisations d'agriculteurs, à tous les niveaux, à améliorer la productivité des exploitants. Ainsi, l'accès à des intrants de qualité et à des programmes de formation aux nouvelles pratiques de culture, par exemple, peut permettre aux petits exploitants d'améliorer considérablement la productivité de leurs champs.

Il s'est révélé difficile de faire en sorte que les agricultrices, surtout celles qui ne sont pas chef de ménage, non seulement participent à l'initiative mais encore en bénéficient sur le plan économique. Le PAM s'efforce, de concert avec les partenaires de l'initiative, d'élaborer et de mettre en œuvre des stratégies pour renforcer le rôle joué par **les femmes** dans la commercialisation des produits agricoles et accroître le revenu qu'elles en tirent.



SUR LE TERRAIN: "LES ACHATS AU SERVICE DU PROGRÈS, QUELLE AUBAINE!"

Felista Thomas, 57 ans, vit à Shirimgungani, dans le nord de la Tanzanie. Chef de famille, elle est propriétaire de 1,25 hectare de terrain mais, cette année, elle a décidé de louer 1 hectare supplémentaire, à cause des Achats au service du progrès.

"Ce programme est tombé du ciel. Après avoir suivi une formation qui m'a beaucoup aidée, j'ai pu participer à l'initiative, ce dont j'étais ravie", explique Felista.

Le PAM a passé avec sa mutuelle locale d'épargne et de crédit un contrat d'achat de 50 tonnes de maïs, dans le cadre du programme "Achats au service du progrès". Felista n'en avait récolté qu'une petite quantité, dont elle destinait d'ailleurs une partie à sa famille. Elle hésitait également à vendre sa récolte au PAM, ayant l'habitude d'être payée comptant par les négociants et sachant qu'il lui faudrait un certain temps pour être réglée par le PAM.

Elle a néanmoins décidé de vendre un sac de 100 kilogrammes de maïs pour 38 000 shillings tanzaniens (25 dollars É.-U.) – un bon prix pour elle vu que les petits exploitants n'ont qu'un accès limité aux marchés et sont souvent pratiquement forcés de vendre leur récolte à des négociants, aux tarifs imposés par ces derniers.

"Pouvoir vendre une très petite quantité était important pour moi, car j'ai ainsi pu décider sans crainte de planter davantage. Maintenant que je sais qu'il existe un débouché, je peux louer plus de terre pour produire plus", affirme Felista.

Felista a ensuite utilisé un bon qui lui avait été remis par l'État pour acheter des semences améliorées dans l'assurance que sa récolte serait meilleure. Felista a l'intention, avec le produit de son travail, d'acheter de la tôle ondulée pour réparer son toit, de payer la scolarité de ses petits-enfants et même d'économiser un peu d'argent.

Elle espère que les Achats au service du progrès continueront de lui donner, de même qu'aux autres agriculteurs, la possibilité de s'éduquer et de se former et d'avoir des débouchés assurés.

"Les Achats au service du progrès, quelle aubaine!", résume Felista.

*Felista Thomas,
cultivatrice tanzanienne.*



Outils d'urgence



Pendant la sécheresse qui a sévi dans l'est du Sahel, près de six millions de Nigériens ont reçu une assistance alimentaire du PAM. Au plus fort de la saison de soudure, le PAM s'est attaché à distribuer des rations à 670 000 enfants de moins de deux ans, tranche d'âge pendant laquelle une bonne nutrition est essentielle, de sorte qu'il a distribué pour chaque enfant un mélange maïs-soja enrichi ainsi que de l'huile végétale et du sucre. En outre, les familles ont reçu une ration mensuelle composée de 50 kilogrammes de céréales, de 5 kilogrammes de légumes secs et d'un litre d'huile. Le PAM a également lancé une opération d'urgence pour secourir quelque 700 000 personnes touchées par la sécheresse dans les régions sahéennes de l'ouest et du centre du Tchad. Une assistance a aussi été fournie au Cameroun et à d'autres pays.

Simultanément, le PAM a eu recours à des méthodes novatrices pour faire face à une crise d'une ampleur sans précédent. Il a utilisé le mécanisme de préfinancement et fait appel à ses ressources internes pour convertir dès que possible en produits les contributions annoncées par les donateurs; enfin, il a lancé un programme régional d'achats d'une envergure sans précédent. Ainsi, près de 87 000 tonnes de produits alimentaires ont été achetés dans 9 pays de la région, soit 70 pour cent environ des secours alimentaires distribués au Niger.

OUTILS DE PRÉPARATION AUX SITUATIONS D'URGENCE ET D'INTERVENTION EN CAS DE CATASTROPHE

Se préparer, c'est investir pour se protéger des catastrophes, qu'elles soient d'origine naturelle ou causées par l'homme. Être préparé signifie aussi disposer de l'information, des stratégies, des compétences et des stocks nécessaires pour réagir aussi efficacement et aussi rapidement que possible pour sauver des vies et protéger les moyens de subsistance. En 2010, la Sous-Division de la planification préalable des secours et des interventions en cas d'urgence du PAM a analysé et suivi au quotidien toute la série de risques auxquels l'Afrique était exposée afin de pouvoir avertir de l'arrivée ou de l'aggravation d'une crise.

L'équipe chargée de la cartographie a créé quelque 350 cartes spécialisées des pays d'Afrique afin, par exemple, d'illustrer les inondations au Mozambique ou l'impact sur la région du conflit en Côte d'Ivoire.

Pendant la crise au Sahel et la saison des cyclones à Madagascar, les cartes de la Sous-Division de la planification préalable des secours et des interventions en cas d'urgence ont constitué des outils précieux pour la planification et la mise sur pied des opérations. Elles ont beaucoup facilité aussi les préparatifs du PAM en prévision du référendum concernant l'accession à

l'indépendance du Sud-Soudan, et les spécialistes de la préparation aux situations d'urgence ont veillé à mettre en place des stocks suffisants pour nourrir un million de personnes pendant six mois dans une centaine de points chauds potentiels.

En 2010, un important outil de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de catastrophe a également été créé – le nouveau calendrier des risques saisonniers – afin de combiner les informations disponibles concernant des risques saisonniers connus comme la sécheresse et les cyclones, ou des ravageurs comme les criquets pèlerins. Les spécialistes des programmes et du redressement ainsi que tous ceux qui sont appelés à participer aux opérations d'urgence peuvent maintenant obtenir immédiatement, grâce à ce calendrier, les informations dont ils ont besoin au sujet de 37 pays d'Afrique subsaharienne et d'Afrique du Nord. Les plus grands pays, comme la République démocratique du Congo et le Soudan, ont été subdivisés en plusieurs régions climatiques afin de disposer d'informations plus précises dans le calendrier.

OUTILS D'ANALYSE – ANALYSE ET CARTOGRAPHIE DE LA VULNÉRABILITÉ

Le PAM a acquis un savoir-faire de premier ordre en matière d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité. Des évaluations rapides après la survenance d'une crise ainsi que des enquêtes approfondies sur les ménages sont menées chaque année pour répertorier les personnes en situation d'insécurité alimentaire, leur nombre, leur emplacement et les raisons pour lesquelles elles se trouvent dans cette situation. Le PAM suit également, pour devancer l'apparition d'une crise, les prix des produits alimentaires, la situation sur les marchés et l'évolution de la situation en ce qui concerne la sécurité alimentaire dans les pays exposés à des crises récurrentes. Il a recours à des techniques novatrices, comme les images transmises par satellite, les systèmes d'information géographique ou encore les ordinateurs de poche pour collecter, analyser et partager les données. Le PAM mène ses analyses de la sécurité alimentaire en collaboration avec des partenaires tels que les gouvernements, le Réseau du système d'alerte rapide face aux risques de famine (FEWS-NET), des organismes des Nations Unies comme la FAO, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, l'Organisation mondiale de la Santé et le Haut-Commissariat des

Nations Unies pour les réfugiés, et des ONG locales et internationales.

En 2010, le PAM a réalisé 190 évaluations de la sécurité alimentaire, dont 119 en Afrique.

Entre 2007 et 2013, grâce à un appui financier de la Fondation Bill et Melinda Gates, le PAM aura mené des analyses approfondies de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité dans 16 pays d'Afrique subsaharienne. Les résultats de ces analyses permettent de brosser un tableau détaillé de la situation de la sécurité alimentaire dans un pays et demeurent valables pendant une période pouvant atteindre cinq ans. En 2010, de telles analyses approfondies ont été menées au Kenya, au Libéria, en Sierra Leone et en Zambie.

RECHERCHER DE NOUVEAUX MOYENS DE COMPRENDRE LA VULNÉRABILITÉ

Une nouvelle méthode en ligne de suivi de la sécurité alimentaire dans le cadre des programmes de distribution de bons d'alimentation et de transferts monétaires a été mise en place à titre pilote en 2010 en Zambie. Elle est fondée sur un système de distribution et de suivi des rations, qui fait appel à des téléphones portables et à des cartes munies d'un code à gratter.

Lorsqu'ils reçoivent leur carte, les bénéficiaires sont invités à répondre à une série de questions concernant leur consommation alimentaire, leurs stratégies de survie et d'autres indicateurs de leur situation. Les informations ainsi rassemblées sont communiquées en temps réel par l'intermédiaire de la base de données en ligne du système aux spécialistes chargés du suivi de la sécurité alimentaire, et leur analyse est complétée par des visites effectuées directement chez les ménages. À l'issue de cette phase pilote, le système doit être étendu en 2011 au Mozambique et au Zimbabwe.

En 2010, l'Unité d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité a continué de fournir un appui méthodologique à la mise au point du logiciel Africa RiskView, qui va permettre de quantifier et de suivre l'impact que la météorologie peut avoir sur la sécurité alimentaire. Cet effort a été entrepris dans le cadre du projet concernant l'atténuation des risques liés au climat et aux catastrophes, appuyé par la Fondation Rockefeller.

En Afrique, l'Unité dispose de quelque 90 analystes de la sécurité alimentaire affectés aux bureaux de pays, de sept analystes principaux en poste dans les bureaux régionaux du Caire, de Dakar et de Johannesburg, et de spécialistes des études de marché.

Bons d'alimentation et transferts monétaires: des moyens novateurs de combattre la faim

Le PAM livre chaque année des centaines de milliers de tonnes de produits alimentaires mais, de plus en plus souvent, en Afrique comme ailleurs, il distribue à ceux qui ont faim de l'argent ou des bons qui leur permettent de se procurer les vivres dont ils ont besoin. Ces programmes de bons d'alimentation et de transferts monétaires permettent, surtout lorsque des aliments sont disponibles sur les marchés mais hors de portée pour les plus pauvres, de nourrir ceux qui ont faim tout en soutenant l'économie locale.

BONS D'ALIMENTATION AU SÉNÉGAL

Au Sénégal, plus de 17 000 familles vivant dans les taudis de la capitale, Dakar, reçoivent des "bons d'achat" dans le cadre d'un projet pilote visant à la fois à prévenir la faim et à stimuler les marchés locaux.



À Dakar, Rokhaya Sarr, qui est veuve, reçoit des bons d'achat qui l'aident à nourrir ses sept enfants.

À Yeumbeul Nord, quartier pauvre des faubourgs de la ville, la récession mondiale s'est fait durement sentir, et s'il y a des aliments à vendre, ils sont cependant hors de portée pour la plupart.

"Beaucoup d'entre nous n'avons pas les moyens de manger plus d'une fois par jour. Même les plus aisés ne peuvent que diviser le repas principal en deux repas plus légers", explique Lamane Ndiaye.

Mais, aujourd'hui, la famille Ndiaye reçoit 18 000 francs CFA par mois (36 dollars É.-U.), ce qui lui évite d'avoir à choisir entre se nourrir et les autres nécessités quotidiennes. "Cela est d'un immense secours pour les milliers d'entre nous qui subissons les conséquences de la crise. Chaque mois, nous attendons les bons avec impatience", ajoute-t-il.

Ces bons peuvent être "dépensés" dans des magasins sélectionnés pour acheter du riz, du mil, du maïs, du sucre ou de l'huile. L'épicerie de Souleymane Mansaly est l'un des magasins de détail qui ont été sélectionnés par le PAM et acceptent ces bons en paiement.

"C'est une véritable bouffée d'oxygène en cette période de crise. Dès le premier mois du programme, mon magasin, qui me permettait à peine de couvrir mes frais, a enregistré un chiffre d'affaires de près de 12 millions de francs CFA (environ 25 000 dollars É.-U.), soit six fois plus qu'avant", dit-il. "Qui plus est, beaucoup de mes clients ont cessé d'acheter à crédit".

Financé par la Facilité alimentaire de l'Union européenne, le projet pilote de distribution de bons entrepris par le PAM a fourni pendant six mois une assistance à quelque 17 400 ménages, 10 000 à Pikine et 7 400 à Ziguinchor, dans le sud du pays, pour un coût total de 2,5 milliards de francs CFA (environ 5 millions de dollars É.-U.).

ESPECES POUR L'ACHAT DE CÉRÉALES: DU BON USAGE DE L'ARGENT AU ZIMBABWE

La vie est devenue une lutte de tous les jours pour beaucoup de cultivateurs dans le Mashonaland, qui n'ont presque rien à vendre et manquent d'argent. C'est pourquoi Elizabeth Nyika, de Chirambadare, est si heureuse de recevoir périodiquement une subvention de 25 dollars qui lui est versée par le PAM toutes les six semaines et lui permet d'acheter, pour elle-même et ses quatre fils, du maïs, ou sadza, comme s'appelle au Zimbabwe cette denrée de base. Outre cette subvention, elle reçoit une certaine quantité de légumes secs et d'huile végétale pour l'aider à échapper à l'insécurité alimentaire pendant la période de soudure.

"Je préfère recevoir de l'argent plutôt qu'un sac de sadza", explique Nyika, veuve d'une cinquantaine d'années qui exploite un petit lopin de terre communale dans le village de Chirambadare. "Si j'achète à bon prix, je peux avoir plus de sadza et utiliser ce qui reste pour acheter du sel, du savon et un peu de paraffine".

Lancé dans cinq districts de la province du Mashonaland, dans l'est du pays, le programme Espèces pour l'achat de céréales est une initiative du PAM unique en son genre, qui associe transferts monétaires et distribution de rations et bénéficie à 142 000 personnes.



Grâce au programme Espèces pour l'achat de céréales du PAM, Elizabeth Nyika reçoit régulièrement des versements.

L'on a constaté, lorsque ce projet a été mené à titre pilote en 2009/2010, que les bénéficiaires, s'il leur était seulement distribué de l'argent, avaient tendance à acheter du maïs à l'exclusion de tout autre produit. Or, l'expérience montre qu'en combinant transferts monétaires et produits alimentaires, l'on peut améliorer le régime alimentaire des bénéficiaires.

Ce type de programme donne aux bénéficiaires une plus large gamme de choix et injecte des liquidités fort nécessaires dans l'économie locale, ébranlée par des années de sécheresse et par l'amenuisement constant des envois de fonds des travailleurs migrants.

CARTES À GRATTER DISTRIBUÉES EN ZAMBIE: UNE NOUVEAUTÉ REMARQUÉE

En Zambie, un système automatisé de distribution de bons a été lancé à titre pilote. Il s'agit du système de distribution et de suivi des rations par téléphone portable, qui permet aux bénéficiaires de se procurer auprès de 70 détaillants locaux des rations alimentaires distribuées par le PAM. Les bénéficiaires du programme, une fois recensés et enregistrés, reçoivent chaque mois une carte munie d'un code à gratter, semblable à celles qui permettent de recharger un téléphone portable, qu'ils peuvent utiliser pour s'approvisionner dans les magasins participants de leur quartier. En 2010, 53 000 ménages ont "dépensé" environ 250 000 bons dans le cadre du Programme durable relatif aux moyens de subsistance et aux solutions au problème de la faim. Ces bons d'achat constituent un filet de sécurité sociale dans les régions durement touchées par la pauvreté, la malnutrition et le VIH/sida, où même les produits alimentaires essentiels sont hors de portée pour les groupes vulnérables démunis.

En 2010, s'inspirant de l'expérience menée par le PAM en Zambie, le Zimbabwe a lancé un programme de bons électroniques pour distribuer des vivres aux ménages vulnérables. À Harare, le projet pilote était ciblé sur les patients suivant un traitement contre le VIH et la tuberculose. En 2010, 5 000 ménages ont reçu chaque mois quelque 25 000 bons d'achat et le programme a depuis lors été étendu à Bulawayo, deuxième ville du pays.

Changement climatique et faim



GARANTIE D'ACCÈS ET PROTECTION

Le changement climatique multiplie les menaces qui pèsent aujourd'hui sur la sécurité alimentaire et amplifie le phénomène de la faim et de la malnutrition. Les catastrophes naturelles vont devenir plus fréquentes et plus intenses, la terre et l'eau plus rares et difficiles d'accès, et les gains de productivité encore plus durs à obtenir. Le PAM reconnaît dans son Plan stratégique la corrélation directe entre le changement climatique et le problème de la faim.

LE PAM, LA BANQUE MONDIALE ET LE GOUVERNEMENT ÉTHIOPIEN RÉSOLUS À CONTRER LES RISQUES DE CATASTROPHE LIÉE AU CLIMAT

Un vent de changement souffle sur tout le continent depuis que les progrès de la science et de la technologie permettent de prévoir et d'analyser les conséquences de phénomènes météorologiques extrêmes. En 2010, le service national éthiopien de météorologie a installé 22 stations météorologiques automatisées dans le cadre d'un réseau qui transmet des informations en temps réel à un programme d'alerte rapide visant à protéger les moyens de subsistance,

connu sous son sigle anglais LEAP (Livelihoods, Early Assessment and Protection).

Le programme LEAP utilise les technologies satellitaires les plus récentes et les données transmises par les stations météorologiques au début de la campagne agricole pour recenser les régions où la sécheresse risque d'aggraver l'insécurité alimentaire. Dès que le programme LEAP lancera une alerte, un fonds d'urgence de 160 millions de dollars mis sur pied par la Banque mondiale et d'autres donateurs entrera en jeu pour aider les agriculteurs et les populations les plus vulnérables.

L'intention du PAM, du Gouvernement éthiopien et de la Banque mondiale est de gérer les risques au moyen d'un programme novateur de "filets de sécurité". Le mécanisme de "couverture des risques" constitue en quelque sorte une police d'assurance pour les plus pauvres et les plus vulnérables qui sont sinistrés par une sécheresse ou des inondations. Une intervention rapide leur évitera d'avoir à vendre tout ce qu'ils possèdent pour se nourrir, protégera leurs moyens de subsistance et préservera les progrès accomplis grâce au Programme de protection sociale fondé sur des activités productives mené par le Gouvernement.



Les repas scolaires transforment la vie

Le PAM aide les gouvernements nationaux à élaborer et mettre en œuvre des programmes durables de repas scolaires afin non seulement d'améliorer la nutrition et les résultats scolaires des élèves mais aussi d'appuyer la mise en place de filets de sécurité de caractère plus général ainsi que de protéger et de stabiliser les conditions de vie et les moyens de subsistance dans des contextes fragiles, surtout au profit des filles jeunes et vulnérables.

AU CAP-VERT: QUAND VERA ALLAIT À L'ÉCOLE

En 1990, Vera Tavares, alors âgée de sept ans, a été la principale protagoniste d'un documentaire du PAM consacré aux repas nutritifs qui lui étaient servis et grâce auxquels elle continuait d'aller à l'école. Aujourd'hui, ayant achevé ses études, elle subvient aux besoins de sa mère et aide financièrement son frère à poursuivre ses études universitaires. Vera nous explique comment ces simples repas scolaires lui ont permis d'en arriver là.

Quels sont vos souvenirs de l'école? Vous rappelez-vous des repas scolaires?

Je m'en souviens très bien. Aujourd'hui encore, lorsque je vois des enfants déjeuner à l'école, ça me rappelle ce que je faisais quand j'étais petite. Le matin, j'avais toujours faim en arrivant à l'école, mais le repas qu'on nous y servait me donnait l'énergie nécessaire pour suivre les cours.

Croyez-vous que vous auriez pu poursuivre vos études universitaires si vous n'aviez pas pu manger à l'école?

Je ne crois pas. Souvent, j'avais faim lorsque j'allais en classe. Certains jours, je n'y allais d'ailleurs que pour manger. Je mangeais une collation avant le début des cours et une autre avant la sortie, à 15 h 30. Grâce à ces repas, je pouvais penser à mes études plutôt que d'être obnubilée par mon estomac.

Il y a longtemps maintenant que vous n'êtes plus cette petite fille qui mangeait à l'école. En dehors de ça, qu'est-ce qui a changé pour vous depuis lors?

Ma vie a beaucoup changé, surtout parce que j'ai pu poursuivre mes études et obtenir mon diplôme



Vera (au centre), âgée de 7 ans, et ses camarades d'école.



Vera en 2009

d'économie à l'université. Je travaille maintenant comme comptable au Ministère de l'éducation.

UNE RÉUSSITE NATIONALE

Le PAM mène avec succès des programmes de repas scolaires depuis plus de 45 ans et, en 2010, 22,4 millions d'enfants de 62 pays en ont bénéficié, dont 11,5 millions dans 37 pays d'Afrique. Il n'en reste pas moins que d'après les estimations, 66 millions d'enfants continuent d'aller à l'école le ventre vide (dont près de 40 pour cent en Afrique), et 67 millions d'autres enfants ne sont pas du tout scolarisés.

Après plus de 30 ans de collaboration avec le PAM, le Gouvernement cap-verdien a assumé l'entière responsabilité de son programme national de repas scolaires, donnant ainsi l'exemple à bien d'autres pays en développement.

À l'occasion d'une allocution prononcée au Siège du PAM, à Rome, le Premier Ministre du Cap-Vert, José Maria Neves, a remercié le Programme: "Les repas scolaires nous permettent d'améliorer la nutrition des enfants et de valoriser ainsi le capital humain au Cap-Vert. Il s'agit là d'un solide investissement dans l'avenir qui, nous l'espérons, renforcera la cohésion sociale et améliorera la qualité de vie de tous les habitants du pays".



Depuis 1993, 8 pays d'Afrique comptent parmi les 38 pays qui ont réussi à assumer l'entière responsabilité de leur programme de repas scolaires.

Pour Josette Sheeran, Directrice exécutive du PAM, le Cap-Vert constitue un modèle dont peuvent s'inspirer tous les autres pays du monde: "Les efforts résolus déployés par le Gouvernement cap-verdien pour investir dans l'avenir des enfants qui ont faim sont un exemple dont nous pouvons tous être fiers et dont nous souhaitons qu'il soit suivi partout dans le monde".

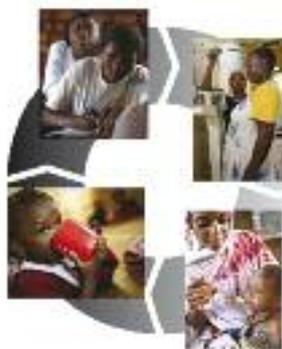
Message "à emporter"

En 2010, 2,9 millions d'élèves (dont plus de 630 000 en Afrique) ont bénéficié de rations à emporter, ce qui a encouragé les familles à maintenir leurs enfants à l'école, en particulier les filles dans les grandes classes.

Nombre d'enfants bénéficiant des programmes de repas scolaires appuyés par le PAM en Afrique (2003 – 2010)

Année	Garçons	Filles
2003	2,9	2,4
2004	4,3	3,6
2005	5,4	4,7
2006	5,3	4,8
2007	5,4	4,6
2008	5,7	5,1
2009	5,6	4,9
2010	5,9	5,4
(en millions)		

1 000 jours *et plus*



Le PAM, en nourrissant les enfants pendant qu'ils grandissent, investit dans la génération montante.

La science nous dit aujourd'hui que la nutrition revêt une importance vitale au cours des 1000 premiers jours de la vie, c'est-à-dire

pendant la grossesse et les deux premières années suivant la naissance. Le PAM distribue des aliments nutritifs et des suppléments nutritionnels spécialisés pour aider les enfants à grandir et à s'épanouir.

Les repas scolaires et les rations à emporter encouragent les familles à envoyer et à maintenir leurs enfants à l'école. Ils favorisent l'instruction des enfants et peuvent permettre aux adolescentes de reculer l'âge auquel elles se marieront.

Partenariats

MISE EN ŒUVRE DES PRIORITÉS NATIONALES

Le Plan stratégique actuel du PAM met l'accent sur le renforcement des capacités et les partenariats pour appuyer la mise en œuvre des programmes nationaux de sécurité alimentaire et nutritionnelle. Le Sommet du G-8 de L'Aquila a recentré l'attention de la communauté internationale sur l'agriculture et la sécurité alimentaire en augmentant le financement destiné aux programmes pris en main par les pays dans ces domaines. Le PAM s'emploie à harmoniser et développer ses programmes afin de placer les pays sur le devant de la scène. Pour coordonner son travail en interne et offrir un appui cohérent et efficace aux gouvernements, le Programme a créé le Bureau pour les solutions au problème de la faim. Le dialogue approfondi mené avec les autorités nationales et les partenaires a permis de resserrer les partenariats avec la Commission de l'Union africaine et l'Agence de planification et de coordination du NEPAD, des communautés économiques régionales comme l'Autorité intergouvernementale pour le développement et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, ainsi qu'avec d'autres organismes des Nations Unies.

COLLABORATION AVEC LA COMMISSION DE L'UNION AFRICAINE, L'AGENCE DE PLANIFICATION ET DE COORDINATION DU NEPAD ET LES COMMUNAUTÉS ÉCONOMIQUES RÉGIONALES

Le PAM a signé des mémorandums d'accord avec la Commission de l'Union africaine, l'Agence de planification et de coordination du NEPAD et plusieurs communautés économiques régionales afin de renforcer la collaboration entre les différents organismes dans le cadre de l'appui à la mise en œuvre au niveau des pays du Programme intégré pour le développement de l'agriculture en Afrique. À travers l'application de ce Programme (et de son troisième pilier en particulier), les gouvernements africains s'engagent à protéger et à pérenniser les moyens de subsistance des populations vulnérables en leur donnant la possibilité de contribuer à la croissance agricole et d'en profiter. Ces mémorandums d'accord renforcent l'appui apporté par le PAM au processus d'exécution du Programme, et notamment à la préparation de tables rondes nationales. Tous ces mémorandums visent entre autres à encourager les pays à coopérer activement en vue d'énoncer dans des pactes nationaux des solutions durables au problème de la faim (filets de sécurité axés sur l'alimentation, Achats au service du progrès, transferts monétaires et bons d'alimentation, alimentation scolaire issue de la production locale, analyse et cartographie de la vulnérabilité, préparation aux situations d'urgence et intervention en cas de catastrophe, notamment).



Dépenses

DÉPENSES DIRECTES

Le PAM consacre à l'Afrique une plus large part de ses ressources que tout autre organisme des Nations Unies. En 2010, l'Afrique subsaharienne a

absorbé 59 pour cent des dépenses opérationnelles du PAM, soit plus que toute autre région ou tout autre continent.

Dépenses directes du PAM¹ (2008 – 2010) (en milliers de dollars)						
Catégorie d'activités	2008		2009		2010	
	TOTAL	Afrique subsaharienne	TOTAL	Afrique subsaharienne	TOTAL	Afrique subsaharienne
DÉVELOPPEMENT	292 112	165 351	275 906	187 950	287 842	169 819
SECOURS	2 733 744	1 892 447	3 239 887	2 171 822	3 220 081	1 978 477
Opérations d'urgence	944 581	719 838	1 418 385	927 054	1 660 195	890 118
IPSR	1 789 163	1 172 609	1 821 502	1 244 768	1 559 885	1 088 359
OPÉRATIONS SPÉCIALES	200 252	141 532	176 364	130 703	221 510	131 967
FONDS FIDUCIAIRES/ OPÉRATIONS BILATÉRALES ²	309 639	14 916	293 457	28 958	270 898	60 540
TOTAL	3 535 746	2 214 246	3 985 613	2 519 433	4 000 330	2 340 804
Pourcentage pour l'ensemble des régions		63		63		59

1 À l'exclusion des dépenses d'alimentation et d'appui aux programmes.
2 Les dépenses opérationnelles comprennent le Fonds général, les comptes spéciaux et les fonds d'affectation spéciale qui ne peuvent être ventilées par project/opération.



Dépenses directes du PAM en Afrique, par Objectif stratégique (2010)

Dépenses (en milliers de dollars)	
OBJECTIF STRATÉGIQUE 1: Sauver des vies et protéger les moyens de subsistance dans les situations d'urgence	1 597 904,60
Soins et traitements (thérapie antirétrovirale, traitement antituberculeux et prévention de la transmission de la mère à l'enfant)	250,28
Transferts monétaires et/ou bons d'alimentation	12 123,18
Alimentation scolaire d'urgence	9 030,38
VCA/VCT: Mise en valeur des terres et des ressources en eau	32,91
VCA/VCT: Autres activités	3 429,36
VCA/VCT: Transport (routes d'accès, routes rurales, etc.)	37,11
Distribution générale de vivres	1 311 928,90
Apport complémentaire de micronutriments	11 880,11
Opérations spéciales	113 698,27
Alimentation complémentaire	135 494,09
OBJECTIF STRATÉGIQUE 2: Prévenir la faim aiguë et investir dans la préparation aux catastrophes et l'atténuation de leurs effets	134 609,36
Soins et traitements (thérapie antirétrovirale, traitement antituberculeux et prévention de la transmission de la mère à l'enfant)	11 915,94
Transferts monétaires et/ou bons d'alimentation	516,39
VCA/VCT: Promotion de l'agriculture et de la production agricole	14 543,08
VCA/VCT: Projets d'agroforesterie	13 823,48
VCA/VCT: Réserves alimentaires	3 946,87
VCA/VCT: Mise en valeur des terres et des ressources en eau	49 567,68
VCA/VCT: Autres activités	39,32
VCA/VCT: Transport (routes d'accès, routes rurales, etc.)	34 340,39
Vivres pour la formation	983,40
Distribution générale de vivres	960,83
Atténuation/filets de protection sociale (ménages touchés par le VIH et autres enfants vulnérables)	3 971,98
OBJECTIF STRATÉGIQUE 3: Remettre sur pied les communautés et reconstituer leurs moyens de subsistance après un conflit ou une catastrophe ou dans les périodes de transition	101 025,82
Soins et traitements (thérapie antirétrovirale, traitement antituberculeux et prévention de la transmission de la mère à l'enfant)	5 521,77
Transferts monétaires et/ou bons d'alimentation	3 104,86
VCA/VCT: Promotion de l'agriculture et de la production agricole	10 012,93
VCA/VCT: Projets d'agroforesterie	1 439,37
VCA/VCT: Projets d'élevage ou de pisciculture	6 223,49
VCA/VCT: Mise en valeur des terres et des ressources en eau	5 795,19
VCA/VCT: Autres activités	3 297,74
VCA/VCT: Services/établissements scolaires/logements publics	22 920,35
VCA/VCT: Transport (routes d'accès, routes rurales, etc.)	5 364,71
Vivres pour la formation	8 939,32
Distribution générale de vivres	820,81
Atténuation/filets de protection sociale (ménages touchés par le VIH et autres enfants vulnérables)	7 883,97
Santé et nutrition maternelles et infantiles	3 452,51
Alimentation scolaire: Écoles primaires et secondaires	15 239,81
Installation/réinstallation	462,18
Alimentation complémentaire	546,82
OBJECTIF STRATÉGIQUE 4: Réduire la faim chronique et la dénutrition	312 861,40
Soins et traitements (thérapie antirétrovirale, traitement antituberculeux et prévention de la transmission de la mère à l'enfant)	32 516,97
Transferts monétaires et/ou bons d'alimentation	3 916,56
VCA/VCT: Promotion de l'agriculture et de la production agricole	6 258,56
VCA/VCT: Réserves alimentaires	1 637,86
VCA/VCT: Mise en valeur des terres et des ressources en eau	2 586,77
VCA/VCT: Autres activités	101,83
VCA/VCT: Services/établissements scolaires/logements publics	111,37
VCA/VCT: Transport (routes d'accès, routes rurales, etc.)	177,46
Vivres pour la formation	1 120,48
Apport complémentaire de micronutriments	15 238,64
Atténuation/filets de protection sociale (ménages touchés par le VIH et autres enfants vulnérables)	37 472,51
Santé et nutrition maternelles et infantiles	33 512,23
Alimentation scolaire: Crèches et jardins d'enfants	2 993,09
Alimentation scolaire: Écoles primaires et secondaires	175 217,05
OBJECTIF STRATÉGIQUE 5: Renforcer les capacités des pays de lutter contre la faim, notamment grâce à une stratégie de transfert des responsabilités et aux achats locaux	23 646,40
Renforcement des capacités (achats locaux/transfert des responsabilités/actions de sensibilisation)	11 211,42
Opérations spéciales	12 434,98
Total	2 170 047,59

L'AIDE ALIMENTAIRE MONDIALE

En 2010, les livraisons mondiales d'aide alimentaire ont représenté 5,7 millions de tonnes, dont 94 pour cent de céréales et 6 pour cent de produits non céréaliers. Cette même année, l'Afrique subsaharienne a reçu 61 pour cent des livraisons totales d'aide alimentaire dans le

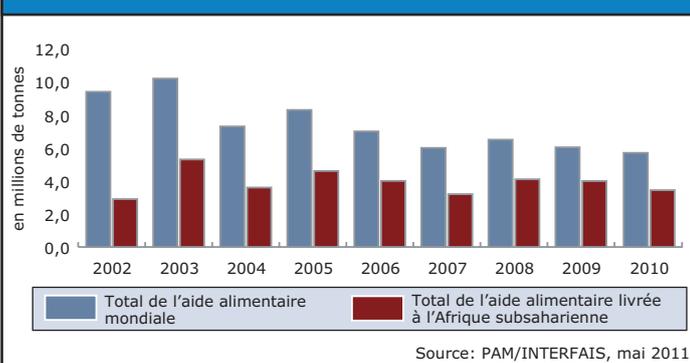
monde, soit 3,5 millions de tonnes. Les céréales ont constitué 97 pour cent des livraisons dans cette région; les quantités de produits non céréaliers distribués, essentiellement légumes secs et huile, ont diminué de 78 pour cent par rapport à 2009. Environ 60 pour cent de l'aide alimentaire acheminée par le PAM en 2010 ont été distribués en Afrique subsaharienne.

Livraisons mondiales d'aide alimentaire (2002 – 2010)

Année	Livraisons d'aide alimentaire dans le monde (millions de tonnes)	Pourcentage livré par le PAM
2002	9,4	40,0
2003	10,2	47,6
2004	7,3	50,4
2005	8,3	53,9
2006	7,0	53,9
2007	6,0	51,9
2008	6,5	61,9
2009	6,1	63,5
2010	5,7	63,5

Source: PAM/INTERFAIS, mai 2011

Livraisons mondiales d'aide alimentaire à l'Afrique subsaharienne (2002 – 2010)



Contributions au PAM (2008 – 2010) (en milliers de dollars)

Suite aux pages 24 et 25

Pays	2008	2009	2010
BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT	2 000	1	508
ALGÉRIE			19 070
ANDORRE	58	40	231
ARGENTINE	100	3	
ASSOCIATION DES NATIONS DE L'ASIE DU SUD-EST			280
AUSTRALIE	112 132	81 395	83 930
AUTRICHE	3 935	1 722	1 329
AZERBAÏDJAN			100
BANGLADESH	7 187	5 194	3 280
BELGIQUE	24 784	39 111	37 349
BÉNIN			32
BHOUTAN	5	5	5
BOLIVIE	233	211	
BOTSWANA	151		
BRÉSIL	1 441	15 761	15 974
BULGARIE	15		
BURKINA FASO	1 857	250	1
BURUNDI	2 431	4 878	
CAMBODGE	2 164	4 371	1 187
CAMEROUN			
CANADA	275 392	225 343	285 529
CAP-VERT			
CHILI		50	20
CHINE	9 576	3 059	4 060
COLOMBIE	1 103	20	50
RÉPUBLIQUE DU CONGO	800	329	

Contributions au PAM (2008 – 2010)
(en milliers de dollars)

Pays	2008	2009	2010
CROATIE	62	64	25
CUBA	74	1 199	1 125
CHYPRE	200	814	690
RÉPUBLIQUE TCHÉQUE	817	309	159
DANEMARK	56 544	41 885	40 618
ÉQUATEUR	248	248	248
ÉGYPTE	1 211	4 175	386
EL SALVADOR	200		300
ESTONIE	242		94
COMMISSION EUROPÉENNE	355 435	343 830	289 928
ÎLES FÉROÉ	30	132	123
FINLANDE	28 257	28 524	26 473
FRANCE	40 878	19 804	20 684
ALLEMAGNE	100 479	132 069	95 350
GHANA	4 550		
GRÈCE	8 613	6 028	356
GUATEMALA		172	
GUINÉE	59	118	
HAÏTI	975		
SAINT-SIÈGE	10		
HONDURAS	520		
HONGRIE	65	65	
ISLANDE	2 104	150	185
INDE	17 130	17 098	18 249
INDONÉSIE	2 000	1 000	467
ORGANISATION INTERNATIONALE POUR LES MIGRATIONS	43		
IRAQ	40 000		18 854
IRLANDE	39 820	22 549	19 318
ISRAËL	30	30	
ITALIE	103 348	30 000	25 716
JAPON	177 900	202 684	214 406
JORDANIE	89	706	47
KAZAKHSTAN		40	20
KENYA	6 036	14 577	5 581
LETTONIE			37
LESOTHO			330
LIECHTENSTEIN	303	333	191
LITHUANIE	27		
LUXEMBOURG	14 276	13 625	12 727
MADAGASCAR	2 411	1 919	449
MALAWI	539	1 957	6 106
MALAISIE	4		1 000
MALI	176		
MAURITANIE	1 237		2
MEXIQUE	50	50	
MONACO	157		
MOZAMBIQUE	105		

Contributions au PAM (2008 – 2010)
(en milliers de dollars)

Pays	2008	2009	2010
NÉPAL	16 200		35 801
PAYS-BAS	117 435	77 594	74 424
NOUVELLE-ZÉLANDE	14 069	3 735	6 855
NICARAGUA	25	24	18
NORVÈGE	53 466	40 410	43 939
OMAN		100	26 361
FONDS OPEP	2 437		513
PAKISTAN	1 925	28 994	
PANAMA	22	68	68
PÉROU	317		
PHILIPPINES		102	
POLOGNE	1 164	535	691
PORTUGAL	111	112	
DONATEURS PRIVÉS*	143 752	104 412	143 188
QATAR		10 217	266
RÉPUBLIQUE DE CORÉE	2 601	5 400	5 148
ROUMANIE	301	75	72
FÉDÉRATION DE RUSSIE	15 000	26 800	32 000
SAINT-MARIN			13
ARABIE SAOUDITE	503 753	23 341	25 041
SINGAPOUR	2	30	
SLOVAQUIE	72		15
SLOVÉNIE	135	108	119
AFRIQUE DU SUD	315	672	240
ESPAGNE	115 288	213 852	82 374
SRI LANKA	11		
SOUDAN (GOUVERNEMENT D'UNITÉ NATIONALE)			2 675
SOUDAN (GOUVERNEMENT DU SUD-SOUDAN)			13 017
SUÈDE	81 673	72 487	85 623
SUISSE	45 668	39 089	42 919
RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE	63	67	1 994
THAÏLANDE	138	97	11 626
TIMOR-LESTE	350		
TURQUIE	4 100	2 432	2 000
OUGANDA			120
UKRAINE		580	
NATIONS UNIES CERF	163 561	151 508	120 285
FONDS COMMUNS ET ORGANISMES DES NATIONS UNIES (À L'EXCLUSION DU CERF)	53 844	65 941	68 428
ÉMIRATS ARABES UNIS	50		10
ROYAUME-UNI	171 050	127 624	156 998
RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE	94		
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE	2 066 286	1 757 330	1 567 872
VENEZUELA	750		300
BANQUE MONDIALE	11 143	653	6 093
ZAMBIE	2 030		
Total	5 041 818	4 022 285	3 810 286

* Les contributions privées ne comprennent pas les dons exceptionnels en nature, comme les services de publicité.

Nombre total de bénéficiaires de l'assistance du PAM en Afrique (2009 – 2010)

Pays	2009			2010		
	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Total
Algérie	75 806	49 154	124 960			
Angola	20 787	2 335	23 122			
Bénin	133 351	127 086	260 437	43 944	54 857	98 801
Burkina Faso	558 857	300 930	859 787	368 311	335 217	703 528
Burundi	567 362	536 456	1 103 818	495 285	468 304	963 589
Cameroun	132 445	95 210	227 655	230 666	231 992	462 658
Cap-Vert	36 068	37 182	73 250	31 850	33 150	65 000
République centrafricaine	296 423	316 241	612 664	318 935	318 026	636 961
Tchad	499 102	385 604	884 706	1 155 870	946 430	2 102 300
Côte d'Ivoire	411 957	392 538	804 495	337 622	341 750	679 372
République démocratique du Congo				1 941 616	1 168 108	3 109 724
Djibouti	83 797	76 625	160 422	56 998	46 989	103 987
Érythrée						0
Éthiopie	4 558 707	4 506 345	9 065 052	4 996 616	4 913 689	9 910 305
Gambie	61 034	56 789	117 823	91 179	84 966	176 145
Ghana	216 320	135 861	352 181	172 092	138 596	310 688
Guinée	350 441	353 211	703 652	240 269	232 576	472 845
Guinée-Bissau	208 900	200 949	409 849	190 690	149 301	339 991
Kenya	2 092 538	2 048 729	4 141 267	2 490 623	2 329 368	4 819 991
Lesotho	125 676	107 134	232 810	108 957	86 866	195 823
Libéria	363 116	360 225	723 341	280 563	317 685	598 248
Madagascar	730 248	627 965	1 358 213	507 700	453 244	960 944
Malawi	557 012	511 771	1 068 783	520 893	467 372	988 265
Mali	313 764	189 352	503 116	365 713	243 933	609 646
Mauritanie	241 379	224 734	466 113	207 387	195 215	402 602
Mozambique	447 766	404 979	852 745	532 019	451 546	983 565
Namibie	2 909	3 507	6 416	2 847	3 381	6 228
Niger	613 438	599 000	1 212 438	3 136 354	3 032 287	6 168 641
République du Congo	39 941	31 463	71 404	102 139	62 959	165 098
Rwanda	231 292	222 425	453 717	221 358	208 262	429 620
Sao Tomé-et-Principe	21 450	19 664	41 114	22 429	19 946	42 375
Sénégal	841 225	873 880	1 715 105	840 147	917 761	1 757 908
Sierra Leone	411 383	250 740	662 123	391 810	302 281	694 091
Somalie	1 634 510	1 570 410	3 204 920	1 039 551	988 421	2 027 972
Afrique du Sud						0
Swaziland	113 618	103 679	217 297	99 436	94 552	193 988
République-Unie de Tanzanie				534 862	522 218	1 057 080
Togo				43 261	25 359	68 620
Ouganda	1 325 682	1 168 012	2 493 694	512 013	427 171	939 184
Zambie	521 970	476 789	998 759	371 560	355 751	727 311
Zimbabwe	2 751 888	2 540 204	5 292 092	973 999	852 135	1 826 134
Total	28 559 781	25 073 656	53 633 437	23 977 564	21 821 664	45 799 228

Bénéficiaires de l'assistance du PAM en Afrique (2009 – 2010): réfugiés, personnes déplacées et rapatriés

Pays	2009			2010		
	Personnes déplacées	Réfugiés	Rapatriés	Personnes déplacées	Réfugiés	Rapatriés
Algérie		124 960				
Angola						
Bénin				0	2 256	0
Burkina Faso				0	0	0
Burundi		19 661	31 620	0	20 349	20 327
Cameroun		77 712		0	93 410	0
Cap-Vert				0	0	0
République centrafricaine	109 317	6 879		85 646	25 118	0
Tchad	183 688	317 181		156 110	373 146	41 646
Côte d'Ivoire	7 885			0	0	0
République démocratique du Congo	2 441 106		22 664	523 266	0	539 765
Djibouti		10 292		0	13 745	0
Érythrée						
Éthiopie		114 539		0	142 446	0
Gambie		4 009		0	5 759	0
Ghana		8 036		0	0	0
Guinée		3 068		0	3 258	0
Guinée-Bissau				0	0	0
Kenya	89 084	335 974	59 392	0	382 724	0
Lesotho				0	0	0
Libéria		1 294		0	0	0
Madagascar				0	0	0
Malawi		14 531		0	11 600	0
Mali				0	0	0
Mauritanie			14 094	0	0	18 863
Mozambique				0	0	0
Namibie		6 416		0	6 228	0
Niger	19 829			0	0	0
République du Congo				0	114 594	0
Rwanda		53 719	16 988	7 920	53 004	10 006
Sao Tomé-et-Principe				0	0	0
Sénégal	22 830		237	0	0	768
Sierra Leone				0	0	0
Somalie	731 274			304 402	0	0
Afrique du Sud						
Soudan	3 910 624	268 806	203 144	0	0	0
Swaziland				0	0	0
République-Unie de Tanzanie		126 238		0	101 207	0
Togo				0	5 280	0
Ouganda	1 120 747	130 506		100 503	93 332	0
Zambie		29 553		0	14 721	0
Zimbabwe	85 205		15 150	25 987	0	49 107
Total	8 721 589	1 653 374	363 289	1 203 834	1 462 177	680 482

Contributions du PAM aux programmes réalisés en Afrique (2008 – 2010)
(en milliers de dollars)

Pays	2008	2009	2010
Algérie	31 864 714	19 805 120	26 264 801
Angola	267 296	135 553	0
Bénin	10 649 192	2 910 700	1 708 097
Burkina Faso	27 769 150	24 825 169	15 035 273
Burundi	32 578 470	45 430 912	12 637 710
Cameroun	22 456 980	7 466 131	16 645 855
Cap-Vert	1 390 761	523 538	0
République centrafricaine	49 222 380	16 500 609	22 531 768
Tchad	80 668 430	213 830 600	135 729 541
Côte d'Ivoire	20 780 751	13 898 204	5 650 708
République démocratique du Congo	157 295 076	154 449 880	130 412 925
Djibouti	15 967 715	6 778 739	8 774 935
Égypte	4 955 142	10 340 246	1 531 680
Éthiopie	562 199 297	594 107 483	200 050 149
Gambie	3 181 355	2 424 190	2 107 841
Ghana	17 147 291	10 588 335	27 304 008
Guinée	24 301 253	2 399 099	15 731 161
Guinée-Bissau	2 749 534	9 062 229	5 736 796
Kenya	196 963 696	295 501 490	180 411 598
Lesotho	7 567 530	5 546 367	5 022 174
Libéria	39 490 300	13 798 462	14 177 472
Madagascar	15 258 881	16 577 617	11 374 686
Malawi	54 368 343	20 709 920	29 991 599
Mali	19 124 248	10 610 478	16 145 686
Mauritanie	36 130 407	7 139 465	10 188 211
Mozambique	38 842 063	28 988 764	29 707 060
Namibie	1 404 957	154 761	1 568 175
Niger	39 483 186	26 309 327	236 420 429
République du Congo	7 022 703	359 522	20 973 517
Rwanda	33 317 352	9 673 250	19 305 375
Sao Tomé-et-Principe	776 461	519 130	714 000
Sénégal	19 516 533	18 518 641	8 718 684
Sierra Leone	20 235 595	18 756 539	12 466 957
Somalie	276 242 666	205 949 927	91 246 760
Afrique australe	19 824 457	0	0
Soudan	652 832 359	647 697 385	696 537 934
Swaziland	1 434 750	4 111 782	2 093 213
République-Unie de Tanzanie	27 428 665	43 210 760	45 356 726
Togo	0	0	903 022
Ouganda	98 781 494	93 044 704	70 381 602
Bureau pour l'Afrique de l'Ouest	1 737 319	5 258 318	1 866 925
Zambie	20 497 583	24 048 693	8 986 528
Zimbabwe	208 742 187	120 574 282	74 594 157
Total	2 902 468 519	2 752 536 318	2 217 005 736

Liste des sigles

FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	VCA	Vivres pour la création d'avoirs
FEWS-NET	Réseau du système d'alerte rapide face aux risques de famine	VCT	Vivres contre travail
NEPAD	Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique	VIH/sida	virus d'immunodéficience humaine/syndrome d'immunodéficience acquise
ONG	organisation non gouvernementale		

Crédits photographiques

Couverture: PAM/Charles Hatch Barnwell; Deuxième de couverture: PAM/Stephen Wandera; page 2, PAM/Waswa Moses; page 3, PAM/Matthias Steinbach; page 4, PAM/Maria Katajisto; Pages 9, PAM/Stephen Wandera; page 10, PAM/Kyla Neilan; page 11, PAM/Mohamed Siddig; page 12, PAM/Shannon Howard; page 14, PAM/Mbacke Diop; page 15, PAM/David Orr; page 16, PAM/Shannon Howard; page 17, PAM/Niels Balzer; page 18, PAM/Mercedes Sayagues, PAM/Photothèque; page 18, page 19, PAM/Giulio d'Adamo; page 20, PAM/Kingsley Zinanu; page 21, PAM/Rein Skullerud.

Page de couverture:
Une petite exploitante reçoit son dû de la caisse de la Chikwatula Farmers' Organization, au Malawi. Elle a vendu sa dernière récolte de maïs à l'organisation, laquelle l'a à son tour vendue au programme "Achats au service du progrès".

**Bureau de liaison du PAM auprès de
l'Union africaine et de la Commission
économique pour l'Afrique
Addis-Abeba (Éthiopie)**

Steven Were Omamo
Directeur

Téléphone: +251 115 15 5151
Courriel: stevenwere.omamo@wfp.org

Menghestab Haile
Directeur adjoint

Téléphone: +251 115 51 5188 ext 2255
Courriel: menghestab.haile@wfp.org



Programme Alimentaire Mondial